



Synode sur la Famille, Irlande et « mariage » homosexuel

Dans cet entretien, Mgr Tony Anatrella décrypte les tenants et aboutissants du vote irlandais sur le "mariage" homosexuel, dans le cadre d'une réflexion plus large sur la famille et alors que l'Église prépare le deuxième synode sur la famille.

Paris, 1 juin 2015 (ZENIT.org) Monseigneur Tony Anatrella

« Accueillir avec bienveillance et sympathie toutes les personnes, ce que font la plupart des prêtres, est une chose ; mais créer des institutions « matrimoniales » en fonction de leur situation particulière en est une autre », explique Monseigneur Anatrella dans cet entretien à propos du récent vote irlandais. Il fait observer que loin d'être « en retard », la position catholique est « prophétique ».

L'Irlande a accepté par référendum le « mariage » entre personnes de même sexe là où il avait été simplement voté par des parlements nationaux souvent dans l'interrogation d'une majorité de la population. Un phénomène nouveau qui manifeste une accoutumance à ce qui est revendiqué depuis quelques années. Monseigneur Tony Anatrella qui étudie depuis des années la question de l'homosexualité et les revendications des groupes militants, répond aux questions de Zenit pour en mesurer les conséquences.

*Monseigneur Tony Anatrella, est psychanalyste et spécialiste en psychiatrie sociale, Consultant du Conseil Pontifical pour la Famille et du Conseil Pontifical pour la Santé, et Expert auprès du Synode sur la Famille en 2014. Il est l'auteur, pour le thème de cette interview, des livres : *Le règne de Narcisse – le déni de la différence sexuelle* – Éditions Presses de la Renaissance et *Mariage en tous genres*, Éditions l'Échelle de Jacob.*

Zenit – L'Irlande vient d'accepter le mariage entre personnes de même sexe à la suite d'un référendum où 62% des votants ont répondu « oui » ? Est-ce une défaite pour l'Église ?

Monseigneur Tony Anatrella - C'est une défaite pour ce que représente la famille et le sens du mariage qui, lui, exprime l'alliance des sexes ; une institution qui ne concerne pas ceux qui ont un attrait envers les personnes de même sexe. L'alliance se trouve ainsi altérée car le mariage est une institution séculaire créée en extension de la différence sexuelle. C'est un vol des mots et des symboles pour les attribuer à deux semblables qui sont en dehors de la logique de l'alliance conjugale. La « conjugalité » homosexuelle n'existe pas puisque rien ne se conjugue dans ce type de relation qui reste de l'ordre individuel mais ne concerne pas la société. L'homosexualité ne se traite pas au plan social de la même façon qu'elle s'aborde sur le plan individuel dans le sens où elle n'est pas un fondement du lien social. C'est pourquoi nous devrions faire davantage attention au langage que nous utilisons. Il est impertinent de parler de « couple » homosexuel car la notion de couple ne s'applique qu'à un homme et une

femme. Les choses doivent être désignées dans ce qu'elles apparaissent en réalité : il est plus juste de parler de « duo » de personnes de même sexe. Malheureusement tout le langage est faussé ce qui empêche d'avoir l'intelligence de la situation.

Accueillir avec bienveillance et sympathie toutes les personnes, ce que font la plupart des prêtres, est une chose ; mais créer des institutions « matrimoniales » en fonction de leur situation particulière en est une autre. Ce que ne considèrent pas de nombreux responsables politiques alors qu'ils sont conditionnés par les mœurs de l'époque sans en voir les enjeux et les mettre en perspective. Nombreux sont ceux qui ont trahi leur pensée à ce sujet et ne savent plus faire les distinctions nécessaires.

Dans ce désaccord profond, la loi civile perd de sa force ?

Mgr T. Anatrella - Sans aucun doute puisque la loi civile se donne le droit de transgresser des invariants culturels. Une attitude qui en dit long sur l'état délétère des démocraties occidentales qui ont, en plus, la prétention de faire la morale au reste du monde en colonisant idéologiquement les esprits à partir d'un changement de paradigme. Faut-il le rappeler : on veut redéfinir le couple, le mariage et la famille à partir des orientations sexuelles (qui ne sont que des désirs) au détriment des deux identités sexuelles de l'homme et de la femme. L'Europe ne perd-t-elle pas son âme en dénaturant le mariage ? La société a, en fait, beaucoup à y perdre et le politique se déconsidère en légiférant sur des mœurs plutôt que de traiter les questions régaliennes. En créant des genres de toutes espèces, nous cultivons la confusion des catégories et des identités au point de brouiller le sens de la loi civile qui devient de moins en moins estimable. De ce fait, le lien social se délie d'année en année comme je l'avais déjà souligné dans mon livre « Non à la société dépressive » ([Flammarion](#)). De la dépression nous en venons au suicide collectif dont les symptômes sont, entre autres, les meurtres collectifs !

De nombreux médias ont utilisé un discours maniaco-euphorique pour annoncer que l'Irlande « catholique » acceptait par référendum de marier des personnes de même sexe. Une façon de faire croire que le pays se libère de la tutelle de l'Église alors que celle-ci ne fait que dire le réel à partir duquel le mariage est raisonnablement possible.

Cela pose deux questions. L'une pour les partisans : peut-on légiférer sur le mariage de façon aussi sentimentale, dans une sorte de délire sur la sexualité quand on s'imagine que tous les fantasmes sont réalisables ? L'autre pour les opposants : doivent-ils s'excuser de rappeler que le mariage ne concerne qu'une union mixte tout en affirmant que des personnes homosexuelles peuvent être de bons parents ? La question se pose-t-elle en termes aussi contradictoires et dans l'injonction paradoxale ? La réalité est tout autre : l'enfant, pour son éducation, n'a-t-il pas besoin d'un homme et d'une femme, d'un père et d'une mère qui sont les seuls capables de lui transmettre les caractéristiques nécessaires pour son développement psychologique ? Dans l'avenir, ce type de loi ne peut être que remis en question. Il ne s'agit nullement ni d'une générosité audacieuse de la société, ni d'un progrès de la civilisation, mais d'une régression affective qui atteint le lien social.

L'Église n'apparaît-elle pas en retard au point de devenir un objet de contestation ?

Mgr T. Anatrella - En retard ? Non ! Elle reste prophétique. Mais dans ce climat, l'Église est vivement critiquée car elle reste l'une des seules institutions qui reconnaisse la différence sexuelle comme l'un des principes majeurs de l'organisation de la société. Faut-il le rappeler : le mariage est une institution qui est née du constat réaliste de l'existence de l'homme et de la

femme. Il a pour but d'organiser juridiquement leur relation autour d'une alliance qui les unit, les lie et offre un cadre sécurisant pour l'appel à la vie de leurs enfants, et assure ainsi la succession des générations lisible dans l'histoire. Le « mariage » entre personnes de même sexe, qui ne recouvre aucune nécessité sociale, met en question la différence sexuelle et du trouble dans la filiation. De sorte que la société inscrit ainsi dans son code civil une loi contradictoire qui se retournera contre elle puisqu'une loi fondée sur une contradiction façonne de la pathologie sociale et de la perversion. Dire une chose et son contraire rend la société folle sur le long terme. Cette loi est l'expression d'un mépris de ce qui fonde l'humanité.

C'est pourquoi, si défaite il y a, c'est surtout une défaite pour la société et non pas pour l'Église. Celle-ci n'est ni dans un rapport de force, ni dans une recherche de pouvoir, ni dans une volonté d'emprise sur la société. L'Église se situe dans la logique du fondement du mariage comme lien structurant la société dans l'alliance juridiquement engagée entre un homme et une femme et qui a été élevée au rang de sacrement par le Christ. L'Église doit-elle courir après l'air du temps comme le font certains chrétiens angoissés du besoin de reconnaissance de la part du monde en s'identifiant à ses modèles idéologiques et passagers, et en voulant recruter large au mépris des réalités anthropologiques et en plus des exigences évangéliques ? L'Église ne peut pas s'inscrire dans de la démagogie pastorale qui frôle l'immoralité.

Ne s'agit-il pas d'un changement culturel qui favorise tous types « d'unions », un fait qui serait ignoré par l'Église alors qu'elle est le témoin de l'amour de Dieu ?

Mgr T. Anatrella - Ne soyons pas des blasphémateurs, même si l'idée est à la mode dans une société transgressive, en imaginant que tout est acceptable au nom de l'amour de Dieu. De quel amour parlons-nous ? Qu'est-ce que l'amour quand on sait que ce mot au contenu variable est un piège à illusions et à fantasmes au point parfois de créer des « couples » imaginaires. On veut parfois projeter de « l'amour » dans des duos de personnes de même sexe alors qu'il s'agit d'attirances, d'émotions et de sensations érotiques. L'amour implique la présence de l'altérité fondée uniquement sur la personne de l'autre sexe, puisque l'autre c'est toujours l'autre sexe et non pas le même et le semblable. Il peut y avoir de l'attention, de la générosité et de la solidarité qui ne font pas pour autant de l'altérité. Un moralisme sentimental tente de justifier ces situations dans une sorte de phénoménologie ambiguë. Ainsi situé intellectuellement, il est difficile d'accompagner réellement ces personnes autrement qu'en les justifiant dans ce qu'elles vivent. Si Dieu reste présent à toute personne, il ne bénit pas pour autant n'importe quel comportement ou situation. L'Église n'est pas une auberge espagnole où chacun prend ce qui lui convient pour être conforté dans ses actes et rejette ce qui l'interroge. Il est grave que des pasteurs laissent entendre ce relativisme moral sans appeler à effectuer un discernement en vérité.

Dans des réunions préparatoires au sein des diocèses en France pour le Synode sur la famille en 2015, certains ont proposé de réinterroger les textes bibliques sur l'homosexualité pendant que d'autres proposent de réécrire des passages du Catéchisme à ce sujet. Ce n'est plus le sens de l'enseignement de l'Église qui est en mesure d'inspirer les actes humains, mais le discours ecclésial qui doit être reformulé à partir des comportements contemporains. Nous sommes dans la logique du « règne de Narcisse » où tout se conçoit à partir des exigences subjectives de chacun. Une façon de morceler la société qui d'ailleurs nous propose déjà une sexualité imaginaire et éclatée à partir des pulsions partielles qui sont à l'origine psychique des orientations sexuelles. Bref, une régression et le façonnage de « couples » imaginaires !

Le « mariage » entre personnes de même sexe à vise faire « accepter » moralement l'homosexualité ? Un autre changement culturel ?

Mgr T. Anatrella - On peut le penser. Le mariage est ainsi instrumentalisé comme principe d'intégration pour des personnes qui vivent une orientation particulière comme si nous devions maintenant nous définir selon la catégorie des orientations sexuelles : les hétérosexuelles, les homosexuelles, les lesbiennes, les bisexuels, les transsexuels plutôt que de se définir comme homme ou femme. Il ne s'agit pas de sexualités alternatives, mais le simple prolongement de certains états primaires de la vie affective qui ne sont pas élaborés dans l'identité du sujet.

Au lieu d'un changement culturel, il s'agit plutôt d'une forme de désocialisation de la vie affective en prétendant que n'importe quelle forme de sexualité participe du lien social. Je l'ai déjà dit, nous sommes face à une régression de la vie émotionnelle quand on veut organiser la société à partir des orientations sexuelles et non plus en fonction des deux seules identités sexuelles qui existent : celle de l'homme et celle de la femme. Une vision qui n'est plus acceptée et qui est même jugée « homophobe ».

Ce slogan utilisé à tort et à travers nous empêche de penser et de faire les distinctions nécessaires. Il est même intériorisé par de nombreuses personnes qui pensent que critiquer le « mariage » entre personnes de même sexe, ne pas bénir ce type d'association ou encore ne pas donner des responsabilités ecclésiales à des personnes ainsi impliquées, est « homophobe ». Nous déraisonnons et la loi française au contenu juridique imprécis à ce sujet est la porte ouverte à toutes les manipulations intellectuelles, à toutes les persécutions idéologiques et à toutes les injustices possibles. Il n'y a rien d'homophobe de rappeler que l'Église confie des missions à des personnes qui sont dans les conditions pour les assumer et qu'un enfant a besoin d'un homme et d'une femme, d'un père et d'une mère pour son éducation. Il suffit d'observer les conséquences du divorce sur les personnalités et le lien social, et celles à venir lorsque des enfants auront à en subir d'autres, une fois adultes, en ayant vécu dans ces milieux homosexuels dont il manque une partie de la réalité dans leur intimité affective : la personne de l'autre sexe qui ne peut pas être compensée par l'environnement social. Ainsi s'exprimait une jeune fille ayant vécu entre deux femmes : « Moi, je n'ai pas de père ». Nous allons fabriquer des handicapés supplémentaires de la vie conjugale et familiale. Il est donc difficile d'y voir une situation positive pour les enfants et donc pour la société.

Vous estimez que le discours de l'immédiateté médiatique prend le pas sur la culture qui s'inscrit dans une histoire ?

Mgr T. Anatrella : Le « changement culturel » est une notion hâtivement utilisée par les militants de cette cause. Il est davantage le reflet d'une action de lobbying et de l'emprise des médias qui, pendant des années, n'ont cessé de vouloir rééduquer les personnes dans le sens de la primauté des orientations sexuelles. Ils ont martelé de bien des façons qu'il y avait une équivalence entre l'union d'un homme et d'une femme et l'attrait entre personnes de même sexe. J'ai déjà eu l'occasion de l'étudier dans plusieurs livres pour faire observer qu'il n'y a pas de concordance de la vie affective et sexuelle dans ces deux formes d'attachement puisque les structures psychiques en cause ne sont pas identiques. Mais ces aspects ne sont pas entendus. Ils sont même masqués pour ne pas avoir à s'interroger et à tenir compte d'études scientifiques psychologiques pour affirmer à tort que ces situations sont similaires. Cette attitude est surtout symptomatique du monde occidental en pleine crise

anthropologique, morale et spirituelle. Il perd ses repères de base et la plupart des responsables politiques sont dans une grande inculture et dans une débâcle intellectuelle. Il suffit d'ailleurs de voir dans quelle ignorance culturelle et historique on voudrait organiser les nouveaux programmes scolaires en France. Le moralisme politique se substitue à la formation de l'intelligence des enfants et à l'apprentissage de la culture de base. Comme le savoir n'est plus premier, on crée des ignorants et des personnalités qui seront dans la confusion des structures élémentaires de la vie conjugale et familiale. À ce propos, redisons qu'il est pour le moins étrange de vouloir concéder la symbolique et les attributs propres à l'union formée entre un homme et une femme, à deux personnes de même sexe alors qu'il n'y a rien de commun entre ces deux situations ; sauf à y voir un certain mimétisme et encore davantage quand ils veulent jouer au « papa » et à la « maman ». Le règne de l'infantile est à son comble d'autant plus que nous ne sommes pas dans le cadre d'union. Qui y-a-t-il à unir dans un duo de personnes de même sexe ? Bref ce climat ne témoigne-t-il pas d'un déficit de la pensée et un repli sur de l'affectivité imaginaire ?

Y a-t-il un rapport entre le « mariage pour tous » et la réforme des programmes scolaires ?

Mgr T. Anatrella - Oui. Nous sommes dans l'idée toute-puissante et dans le délire de vouloir créer un homme nouveau. La loi du « mariage pour tous » a créé en France une profonde division dans les familles et dans la société. Une fracture qui demeure alors que c'est la famille qui tient le lien social. Le « mariage pour tous » apparaît bien comme un dissolvant du lien social. De nombreuses lois civiles ont dévalorisé le sens du mariage et de la famille. La banalisation du divorce, de la contraception puis de l'avortement, ont déstabilisé le sens du mariage comme si l'homme et la femme n'avaient plus d'autre projet que d'être uniquement « bien » ensemble pour une durée limitée. Une perspective valable pour toutes les formes d'associations affectives qui s'écartent pourtant du sens du mariage quand on croit que l'homme et la femme n'ont plus rien à transmettre. Il en est de même avec les programmes scolaires dont les modifications annoncées ne font que confirmer l'effondrement d'un système qui ne transmet plus grand-chose mais renvoie chacun à ce qu'il croit savoir parce qu'il n'a rien appris. Il suffit de voir l'état des connaissances de ceux qui arrivent à l'Université et l'éclatement affectif dans lequel ils sont quand socialement l'assise familiale fait défaut.

On peut diagnostiquer une perte du sens même des idées ?

Mgr T. Anatrella - En effet on peut le penser. Pour l'instant le vote irlandais, tout en étant inquiétant, fait croire que l'on peut décider de la vérité des choses à la suite d'un référendum. C'est la réussite de la dictature des sondages seul instrument de stratégie et de communication des politiques. Il suffit de manipuler médiatiquement la population au fil des années (séries télévisées, films divers, publicité et débats publics sans réelle présence de contradicteurs), pour arriver à ce type de décision qui est sans fondement logique et rationnel. Ainsi vont les idéologies qui, par définition, sont irréalistes et restent prégnantes chez les plus jeunes qui n'ont pas d'autres ouvertures intellectuelles que de répéter les clichés à la mode.

Ce qui est en question ici, je le répète à nouveau, ce n'est pas la personne avec ses tendances particulières liées à son histoire intrasubjective, mais de vouloir faire de l'homosexualité un objet politique à partir duquel pourrait se réorganiser la société, pour ne pas dire la subvertir afin de supprimer la référence à la différence sexuelle au bénéfice des orientations sexuelles. Or la différence sexuelle est du côté de l'être du sujet, là où l'orientation sexuelle est sur le versant des pulsions partielles et des identifications primaires. Une société qui s'organise de

cette façon en isolant les pulsions de l'identité du sujet, prépare la violence à venir. Lorsque les pulsions ne sont pas intégrées dans l'être de la personne à partir de l'identité de son corps sexué (alors qu'il s'agit d'une opération psychique dans laquelle l'enfant et l'adolescent sont engagés) et que ce travail psychique n'est pas soutenu par la culture, nous fabriquons des personnalités superficielles, clivées et violentes. Nous le constatons tous les jours dans la vie quotidienne.

Vous craignez une « contagion » de ce référendum irlandais?

Mgr T. Anatrella - C'est difficile à pronostiquer ! Mais il y a une telle pression de la part du lobby, des Organisations européennes et internationales et des médias en passant par Internet que la vague peut se propager lorsque des responsables politiques se sentiront prisonniers de ces pressions à l'égard de leur population. Pour l'instant, cette dérive d'un mariage dénaturé reste anecdotique et provincial. Quand on voyage à travers les continents, surtout en Asie et en Afrique qui sont l'avenir des années qui viennent, nous apparaissions comme des égarés, voire comme des enfants qui veulent marier tout le monde sans distinction. Les pratiques du monde occidental au sujet du « mariage » homosexuel sont vécues dans une grande violence dans de nombreuses aires culturelles qui les rejettent. L'Occident, associé au monde chrétien, apparaît, à tort ou à raison, comme une culture sans avenir, au langage frauduleux et aux exigences incompréhensibles. En effet sur 243 pays au monde seuls 19 pays ont légalisé le « mariage » entre personnes de même sexe et veulent l'imposer à l'ensemble du monde via les organismes internationaux (ONU).

Nous sommes à l'époque des hérésies anthropologiques qui, pour s'imposer, se font répressives et utilisent la discrimination, le procès d'intention à l'égard de personnes ou d'institutions pour mieux les décrédibiliser. Tout ceci évidemment au nom des « valeurs » de tolérance, de liberté et de choix personnels. Une société qui ne sait plus penser la différence sexuelle, fondement de toutes les différences là où l'unisexualité les nie, se perd dans l'exhortation de « valeurs » et de la « diversité » pour justifier l'immaturité sociale. Elle oublie que certaines d'entre-elles ne sont pas des « valeurs » mais des vertus que la juste raison grecque et biblique a développées, mais qui sont déviées de leur signification. Nous allons ainsi d'hérésie en hérésie. Il a fallu deux siècles, entre le quatrième et le sixième siècle, pour se dégager de l'arianisme, c'est-à-dire d'un christianisme désincarné, alors que l'Église à Rome n'était constituée que d'un petit nombre fidèle au Concile de Nicée (325). Il en fut de même avec le marxisme pendant 70 ans et maintenant avec les concepts du genre et le mariage ouvert aux situations les plus inconciliables. Autant d'idées qui envoient dans le mur de nombreuses personnes et massacrent des cultures.

La confusion des sexes et les divorces ont participé à la dévalorisation du mariage au point de le réduire à la simple reconnaissance des sentiments entre n'importe qui. Cette perspective n'a pas d'avenir. D'où l'importance d'un enseignement et d'une préparation à ce sujet pour éviter de multiplier les impasses et les échecs.

Propos recueillis par A. Bourdin

(1 juin 2015) © Innovative Media Inc.